

The “Gross National Happiness Index” (GNH)

Michel Villette

DANS **ANNALES DES MINES - GÉRER & COMPRENDRE** 2017/1 N° 127 , PAGES 84 À 86
ÉDITIONS **INSTITUT MINES-TÉLÉCOM**

ISSN 0295-4397

DOI 10.3917/geco1.127.0084

Date de mise en ligne : 17/03/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-gerer-et-comprendre-2017-1-page-84?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut Mines-Télécom.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

The “Gross National Happiness Index” (GNH)

À propos du livre de Karma Ura, Sabian Alkire, Tshoki Zangmo et Karma Wangdi, *An Extensive Analysis of GNH Index*, The Centre For Bhutan Studies, Thimphu, Bhutan, 2012, 213 p.

Par Michel VILLETTE

Professeur de sociologie à AgroParisTech et chercheur au Centre Maurice Halbwachs (ENS/EHESS/CNRS)

Que penser lorsqu'un roi décrète que les habitants de son pays se doivent d'être heureux et qu'il met en place pour étayer sa thèse un dispositif institutionnel sophistiqué soutenu par des experts en sciences sociales et des organismes nationaux et internationaux ?

Que penser lorsqu'il fait réaliser une enquête par questionnaires auprès de 7 142 de ses concitoyens dans le but de leur demander s'ils sont heureux et que l'interprétation des résultats statistiques de cette enquête est avancée comme une preuve « scientifique » de la réalité de ce bonheur ?

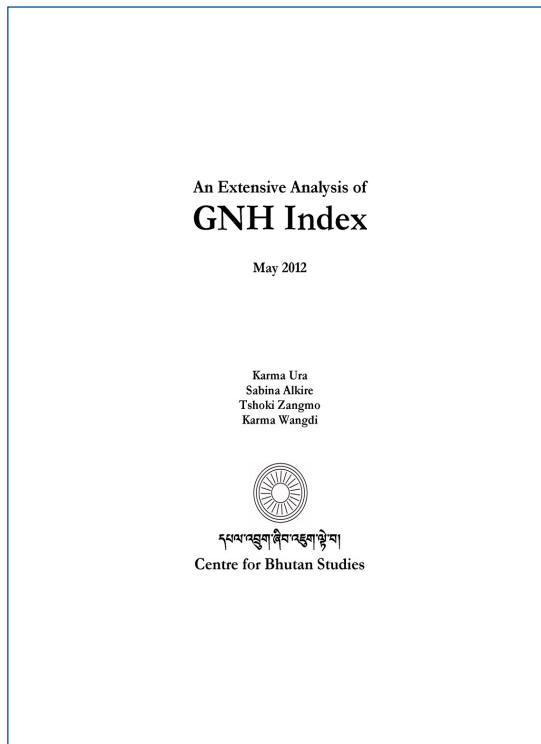
Que penser lorsqu'il impose aux habitants de ce pays de respecter certaines normes et prescriptions censées garantir et perpétuer ce bonheur institué : s'habiller d'une certaine façon, parler une certaine langue, pratiquer une certaine religion, ne pas s'attacher aux biens matériels, se contenter de peu, prier... Et que dire lorsque l'on apprend que ceux qui ne veulent ou ne peuvent se conformer à ces prescriptions sont marginalisés au point de devoir fuir le pays pour rejoindre des camps de réfugiés ?

Le livre *An Extensive Analysis of GNH Index* fournit une réponse à la fois officielle, politique, scientifique et religieuse à ces questions.

Publié par *The Centre For Bhutan Studies* à Thimphu au Bhoutan, il a été soutenu par l'Aide canadienne au développement, et cité et commenté à l'ONU⁽¹⁾. Cependant, deux ans plus tard, en 2013, le

présente un cas extrême de mise en représentation du pouvoir comme source du bonheur des peuples.

On se souvient du livre *The Politics of Happiness: What Government Can Learn From the New Research on Well-Being?*, de Derek Bok, un juriste qui fut, par deux fois, président de la Harvard University⁽³⁾. Ce livre, dont nous avons rendu compte dans le numéro 108 (de juin 2012) de *Gérer & Comprendre* (pp. 85-87), était un plaidoyer pour une prise en compte des recherches académiques sur la mesure du bonheur des peuples. Il était loin de considérer que le gouvernement des États-Unis était exemplaire dans ce domaine. Il critiquait la thèse du « toujours moins d'État » chère aux Républicains et proposait, en conclusion, de nombreuses réformes inspirées des principes du *welfare state*. Pour cet auteur, la contribution des gouvernants au bonheur des peuples était une réalité mal définie et encore inaboutie. Mais pas pour les auteurs de l'ouvrage *An extensive analysis of GNH Index*, comme on en jugera.



nouveau Premier ministre élu du Bhoutan n'hésitait pas à mettre en question la réalité de la politique du bonheur, dont ses prédécesseurs auraient parlée, plus qu'ils ne l'auraient mise en œuvre⁽²⁾.

Ce livre mérite toute notre attention non seulement parce que la question du bien-être des populations est une question politique sérieuse, mais aussi parce qu'il

© Centre for Bhutan studies

⁽¹⁾ Le « Bonheur National Brut » à l'agenda de l'ONU, *Les Nouvelles.fr*, 26 juillet 2011.

⁽²⁾ Bhutan's New, "PM Tshering Tobgay Questions the Politics of Happiness", *The Diplomat*, 5 août 2013.

⁽³⁾ Princeton, NJ, Princeton University Press, 2010, 262 p.

Au Royaume du Bhoutan, le bonheur n'est pas un projet, c'est un fait. Seuls 10,4 % des habitants du Bhoutan seraient privés de l'accès au bonheur (p. 40). Les auteurs du livre entendent en apporter la preuve scientifique grâce à un système de mesure rigoureux. Ils proposent aussi d'ériger le gouvernement du Bhoutan en modèle pour contribuer au progrès des autres peuples du monde.

La première page du livre est une photographie qui montre tout à la fois le bonheur et la source du bonheur. On y voit *His Majesty the King, Jigme Khesar Namgyel Wangchuck*, et sa femme, *Her Majesty the Queen, Gyaltsuen Jetsun Pema Wangchuck*, en costume traditionnel du Bouthan, dans la posture d'un couple rayonnant de bonheur, au cœur d'un magnifique jardin en fleurs.

Le livre commence par la citation d'un discours royal prononcé en 2009 : « Nous faisons tout notre possible pour profiter de la croissance économique et de la modernisation, tout en nous assurant que, dans notre effort pour acquérir un meilleur rang et une plus grande fortune, nous n'oublions pas d'entretenir ce qui nous a rendus heureux d'être Bhoutanais. Est-ce notre forte structure familiale ? Sont-ce notre culture et nos traditions ? Notre environnement immaculé ? Notre respect pour notre communauté et notre pays ? Notre désir de coexistence pacifique avec les autres nations ? Si c'est le cas, alors, le devoir de notre gouvernement doit être de nous assurer que ces éléments qui contribuent au bonheur et au bien-être de notre peuple sont protégés et entretenus. Notre gouvernement doit être humain ».

Cette déclaration de principe inaugurale est suivie d'un historique de l'apparition du GNH au Bhoutan, un historique remarquablement bref, puisqu'il tient en un seul paragraphe de 18 lignes (p. 6). On y apprend que depuis 1972, alors que d'autres pays se concentraient sur leur expansion économique et l'accumulation de biens matériels, le royaume du Bhoutan, lui, recherchait le véritable bonheur pour sa population. Cette quête

est inscrite dans la Constitution de 2008 et fait référence à un code législatif établi en 1729 par le Roi Zhabdrung Rinpoche, qui fut l'unificateur du pays, après une longue période de luttes incessantes entre des chefs de guerre locaux.

Pour mettre en pratique le principe traditionnel de la recherche d'un bonheur véritable tel qu'énoncé dans la constitution de 2008, le gouvernement du Bhoutan en a fait un objectif traduit en politiques et en programmes et il a mis au point la méthodologie de mesure du bonheur qui est présentée dans le livre.

C'est tout ce que nous apprendrons sur l'histoire du Bhoutan. Pour en savoir un peu plus, il faut se reporter à d'autres sources. La consultation de l'article « Bhoutan » de Wikipédia et de ses références bibliographiques permet déjà de repérer quelques pués omissions.

Pays de hautes montagnes se situant entre l'Inde et la Chine, le Bhoutan est un des pays les plus pauvres et les plus inaccessibles du monde. Un tiers de son produit intérieur brut provient de la vente d'électricité d'origine hydraulique à l'Inde. Il n'y a pratiquement pas de routes carrossables, l'unique aéroport qui permette un contact avec le monde extérieur est réputé dangereux, car sa piste d'atterrissage, bordée de hautes montagnes, est à la fois trop étroite et trop courte. Le servage et l'esclavage n'y ont été abolis qu'en 1956 et l'interdiction de la télévision n'y a été levée qu'en 1999. Le bouddhisme tantrique est religion d'État et l'organisation administrative s'est constituée historiquement autour de forteresses, les Dzongs, qui sont à la fois des centres d'exercice du pouvoir politique, des casernes et des monastères. La démocratie parlementaire et la séparation des pouvoirs n'y ont été officiellement adoptées qu'en 2008.

Le gouvernement bhoutanais ne recense que 810 000 habitants. Ce chiffre serait sous-estimé d'environ 40 %, car une large part de la population d'origine népalaise et de religion hindoue, appelée Lhotshampa, n'est ni recensée ni reconnue comme faisant partie des

citoyens du pays. En effet, depuis 1988, l'enseignement du népalais est interdit à l'école, seule la langue tibétaine dzongkha est obligatoire. Les Lhotshampa subissent une discrimination culturelle et ethnique. Selon Stephen Robson⁽⁴⁾, la politique de « drukpanisation » du gouvernement vise à éradiquer toutes les pratiques culturelles qui ne relèvent pas de la culture drukpa : langue, religion, tenue vestimentaire, etc. En septembre 1990, des manifestations pacifiques avaient rassemblé des milliers de Lhotshampas. Leurs représentants qui avaient demandé une audience au roi, furent tous arrêtés. Il s'en est ensuivi une émeute, au cours de laquelle 400 personnes furent tuées et beaucoup d'autres arrêtées ou expulsées du pays. Des Lhotshampas vivent aujourd'hui au Népal et en Inde dans des camps de réfugiés placés sous la protection des Nations Unies.

Les statistiques du bonheur présentées dans le livre ne précisent pas clairement si la population marginalisée des Lhotshampas est ou non incluse dans l'échantillon des personnes interrogées.

L'indice GNH est longuement présenté dans le livre. Une importante bibliographie, principalement américaine (pp. 88-113) y est déployée pour construire un ensemble « holistique, équilibré, collectif, soutenable et équitable » d'indicateurs représentatifs de tous les aspects de la vie.

L'enquête, réalisée en 2010 auprès de 7 142 personnes, comporte un questionnaire constitué de plus de 750 variables. Outre une batterie de variables explicatives classiques, il comporte 24 questions « subjectives » qui, traduites en anglais, se présentent sous la forme suivante :

"How satisfied are you with your Health?";

"How spiritual do you consider yourself?";

"How often do you recite prayers?";

"Do you feel that you have a right to freedom of speech and opinion?";

(4) ROBSON (Stephen), "Royal repression in Bhutan", *Green Left*, 10 novembre 1993.

"Is creating harmony in human relations justifiable?";

ou bien encore, "Is sexual misconduct justifiable?".

Le livre ne dit pas *qui* administre le questionnaire, ni dans quelles conditions celui-ci est exploité. On n'y trouve aucune considération sur les biais possibles dans le recueil des données, un sujet sur lequel il existe pourtant une abondante littérature, en particulier sur les limites des enquêtes d'opinion d'inspiration américaine, lorsque celles-ci sont utilisées sans précautions pour l'étude de populations exotiques⁽⁵⁾.

L'agrégation des résultats sous la forme d'un index GNH et la justification de la validité de ces résultats sont présentés dans le livre sous la forme d'une série d'équations (pp. 33-36), dont il résulte que l'index GNH bhoutanais pour l'année 2010 se calculerait ainsi : $2010\text{ GNH Index} = 1 - (0,591 \times 0,434) = 0,743$.

N'allons pas plus loin dans la lecture des nombreux tableaux de chiffres dont l'interprétation me semble des plus délicates, surtout lorsque l'on ne connaît pas le contexte. Ces résultats ne sont pas l'aspect du livre qui m'a paru le

⁽⁵⁾ KOTOBİ (Morteza) & VILLETTE (Michel), « Problèmes méthodologiques de l'enquête dans les pays en voie de développement. Le cas de l'Iran », *Revue française de sociologie*, XV, 1974.

plus intéressant, ni le plus utile à la réflexion.

Le plus important est le fait que ce livre ait retenu l'attention d'organismes internationaux, d'experts et de politiciens⁽⁶⁾ de par le monde et qu'il constitue – en dépit des problèmes de méthode que nous avons évoqués – une référence d'autant plus attractive qu'elle est exotique et que peu de gens prendront la peine de s'intéresser aux détails.

Ce livre est un cas limite de dispositif de mise en représentation d'un idéal politique. Il en établit la vérité chiffrée. Il le rend « réel » selon les critères de la science moderne. C'est une forme extrême du *story telling* tant vanté par les experts en management contemporain comme source de pouvoir.

Comme Frederick Winslow Taylor, en son temps, qui voulait soustraire la question du salaire ouvrier à la négociation collective pour en faire la matière d'un calcul scientifique, le GNH fournit la mesure du bonheur et arrache cette notion à

⁽⁶⁾ The Oxford Poverty and Human Development initiative (2010), The OCDE Better Life Index (2011), The Canadian Index of Wellbeing Network (2011), Le Happiness Index de Corée du Sud (2012), et ceux réalisés par le gouvernement de Goa en Inde (2012), par la ville de Seattle dans l'État de Washington (États-Unis), par Dubaï et par le Royaume-Uni en 2014.

son insaisissable subjectivité. C'est un dispositif de construction de la réalité qui, une fois établi à coups de questionnaires, de statistiques et d'équations, fournit la mesure de ce que sont une bonne vie, une bonne société et un bon gouvernement. Morale, religion et politique se trouvent dès lors unifiées sous l'ombrelle du scientisme.

Je me demande si nos grandes multinationales, dans leurs tentatives pour justifier leur contribution au développement durable et à la responsabilité sociale⁽⁷⁾ ne feraient pas la même chose que le Bhoutan, lorsqu'elles publient des rapports pour démontrer, chiffres à l'appui, qu'elles se conforment exactement à des idéaux des plus flous ?...

⁽⁷⁾ ACQUIER (A.) & AGGERI (F.), « Une généalogie de la pensée managériale sur la RSE », *Revue française de gestion* 11, 2008, pp.131-157. FAUCHEUX (Sylvie) & NICOLAÏ (Isabelle), « Quels indicateurs pour la responsabilité sociale des entreprises », *Gérer & Comprendre*, n°76, juin 2004. VILLETTE (Michel) & D'ING IMBERT (Tristan), « Ethnographie d'une écriture institutionnelle : la brochure Diversité et Cohésion sociale d'une entreprise exemplaire », *Génèses* 85, 2011, pp. 134-155. BASTIANUTTI (J.) & DUMEZ (H.), « Pourquoi les entreprises sont-elles désormais reconnues comme socialement responsables ? », *Gérer & Comprendre*, n°109, septembre 2012, pp. 44-53.